

QUELQUES ASPECTS ÉCONOMIQUES de la Production Fruitière Coloniale

par René DUMONT (1)

MAÎTRE DE CONFÉRENCES

A L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE

1. — La nécessité d'exportations agricoles coloniales.

Examinons notre situation économique.

Notre pays est ravagé par la guerre ; sa reconstruction sera d'autant plus coûteuse qu'il nous faut envisager, non un timide retour à 1939, mais la mise sur pied d'un solide équipement technique, industriel et agricole, nous permettant de nous défendre contre les concurrents étrangers qui ont sur nous une sérieuse avance. Il faudra payer cet équipement autrement que par l'asservissement économique, ou les longues souffrances de l'autarcie ; or, nos créances à l'étranger sont réduites, et notre stock d'or bien petit en comparaison de l'effort de reconstruction qui s'impose ; le tourisme constituera un appoint non négligeable ; mais rien de cela ne nous dispense de l'obligation de pratiquer une *politique d'exportation*, conçue non comme un néo-mercantilisme, visant à thésauriser des devises, mais comme le moyen de nous procurer les produits que nous sommes contraints d'importer. L'exportation ne sera pas considérée comme un but, mais comme un moyen d'importation.

Nous ne devons pas sous-estimer nos importantes possibilités d'exportations industrielles, qui reprendront plus vite qu'on ne le croit généralement ; ce serait reculer, courir à une catastrophe que d'accepter le dangereux slogan : « La France, nation exclusivement agricole », qu'une propagande intéressée avait cherché à accréditer chez nous. Cependant l'industrialisation du monde entier, encore accélérée par cette guerre, et particulièrement l'équipement de nos colonies, limitera nos débouchés d'objets fabriqués. L'Europe a définitivement perdu sa suprématie économique (donc politique) ; elle n'est plus la seule, ni la principale usine du monde : ce sont aujourd'hui

les États-Unis, bientôt suivis ou dépassés par l'U.R.S.S., et plus tard, par le reste de l'Asie.

Nous voici donc contraints à réaliser des *exportations agricoles*. Or, notre agriculture métropolitaine produit à coût élevé, surtout à cause de sa structure paysanne : d'où trop faible dimension des entreprises, matériel insuffisant, technique souvent peu moderne. Nous devons faire un gros effort de recherche scientifique, de vulgarisation des progrès techniques, d'améliorations foncières, de remembrement ; et surtout d'*équipement coopératif*, mettant le matériel moderne à la portée de la petite exploitation ; peut-être même faciliter l'évolution de la structure, de la dimension de nos entreprises, pour répartir sur une surface suffisante les frais de l'équipement nécessaire, et alléger par là l'amortissement du matériel ; ce qui nous permettra de nous rapprocher des prix mondiaux.

Il faut s'atteler de suite à cette réorganisation de l'agriculture française, grâce à laquelle nous pourrions plus facilement aborder les marchés étrangers (et non plus surtout coloniaux). Avec quelles denrées ? Vins et alcools, primeurs et fruits, frais ou transformés, fromage ou lait en poudre : tels sont, à mon sens, les principaux produits d'exportation de notre pays, que les conditions naturelles et humaines favorisent particulièrement.

Mais au début de notre reconstruction, nous ne disposerons en France, pour l'extérieur, que de quantités modestes de vins, de fruits et de jus ; des quantités plus importantes si nous acceptons de réduire notre consommation de vin et de cidre ; mais seules les primeurs, cultures annuelles, peuvent progresser très vite, en France et Afrique du Nord, particulièrement sur le littoral marocain ; aussi rapidement, pratiquement, que la réorganisation des transports et l'extension des débouchés. Cela ne suffira pas.

Nous devons donc aussi exporter vers l'étranger des *produits agricoles coloniaux*. Le riz d'Indochine doit reprendre le chemin des pays voisins de l'Extrême-Orient, au lieu d'alimenter notre bétail ; le cacao de la côte d'Afrique doit retourner aux États Unis et aux Pays-Bas ; nous devons continuer nos ventes de vanille, poivre, essences diverses, kapok, etc... Mais il nous faut trouver d'autres postes à l'exportation.

(1) Conférence I.F.A.C. - 2^e Cycle - 9 Mars 1945.

II. — Les différentes " vocations " de nos colonies, et la " demande " de fruits.

Or, sans être spécialiste de ces problèmes, il me paraît difficile de lutter avec la terra-roxa du sud-brésilien et son climat si favorable au café de choix, à l'arabica ; difficile de lutter dans la vallée du Niger, si loin de la côte, avec le « Cotton Belt » des États-Unis, qui, dès maintenant, pratique le dumping ; avec le Turkestan, le Soudan Anglo-Égyptien, les Indes ; nous serions battus par Java sur le terrain quinquina. Pour ces produits, notre maximum de prétention devait être l'autarcie impériale, si on nous la laisse établir. Nous ne pouvons d'autre part continuer à ruiner nos sols par la culture dévastatrice du maïs.

Nous sommes déjà mieux placés en matière de fibres dures : sisal, coir, succédanés du jute, ramie, sansevière ; mieux encore pour le caoutchouc : si les accords internationaux nous autorisent à développer les plantations du Sud-Indochinois, nous pouvons produire bien au delà des besoins français ; pas mal aussi dans le domaine du thé et de la soie, produits spécifiquement asiatiques, que la surabondante main-d'œuvre de notre dominion extrême oriental nous conseille de développer, pour y assurer le « plein emploi », le « full employment ».

En Afrique, deux grands produits d'exportation semblent particulièrement indiqués : d'abord les oléagineux, et surtout les arachides dans l'immédiat ; ensuite le palmier à huile de plantation, sélectionné ; ce qui nous permettra de supprimer de lourdes importations étrangères. Enfin, viennent nos fruits, métropolitains et coloniaux.

Pourquoi dans cette revue très sommaire, dans ce classement fort empirique — il ne peut y avoir de critère scientifique dans cette matière si complexe — donner aux fruits une place de choix ? D'abord à cause de l'allure de la courbe de consommation. La production des grandes céréales, si elle se développe rapidement dans les pays neufs, ne dépasse guère, dans l'ensemble du monde, le rythme d'accroissement de la population ; elle reste même largement en deçà dans certains pays, comme les Indes, la Chine et plus encore l'Algérie (depuis 45 ans, la production céréalière des autochtones diminue et la population indigène a presque doublé). Le sucre passe de 11 à 27 millions de tonnes, de 1902 à 1930 ; mais la progression ralentit nettement ensuite : 29 millions en 1939-40 : la crise est ici nettement marquée. La progression des denrées animales s'est mieux maintenue, malgré la crise : de la période qui précède la guerre de 1914, à celle qui précède la dernière, la production de lait consommé en nature ou transformé en beurre, dans les pays tempérés et équipés a doublé ; tandis que celle du fromage croissait de 50 %.

Aucun produit alimentaire important (sauf le cacao dont la demande est multipliée par 9 de 1895 à 1938)

n'a cependant connu une expansion comparable à celle des deux grands fruits du commerce mondial : les *agrumes* dont la production passe en 40 ans de deux à neuf millions de tonnes, et les *bananes* dont les exportations mondiales, négligeables au début du siècle, plafonnaient une première fois à 2.400.000 tonnes vers 1930 ; puis, après avoir nettement accusé une dépression parallèle à la « crise » économique, remontaient à 2.700.000 tonnes en 1937. N'oubliez pas ce fléchissement consécutif à la crise, observé très nettement en France de 1932 à 1935, et la reprise de 1936. On l'a parfois attribué à la forte récolte fruitière de 1934 ; mais il est plutôt lié à la crise, car le recul est constant depuis 1932 (224.000 tonnes) jusqu'en 1935 (154.000 tonnes, soit les 2/3).

Les énormes différences de consommation entre les pays laissent supposer que ces courbes reprendront leur rapide ascension, dans l'hypothèse d'une élévation générale du niveau de vie, si nous savons organiser la *distribution* d'une production abondante. A côté de 35 kg. d'agrumes par tête et par an consommés en Palestine, la France n'a jamais dépassé 8 kg. 3 ; l'Europe Orientale et l'U.R.S.S. sont au voisinage de zéro. Il semble que nous aurons d'importantes relations commerciales, après-guerre, avec ce bloc oriental ; et nous serons bien placés pour lui fournir des produits tropicaux, particulièrement des fruits. La demande présente donc des perspectives favorables, dans l'hypothèse optimiste d'économie rationnelle (si elle n'est pas réalisée, notre civilisation tout entière risque de sombrer dans le chaos des guerres sans fin, conséquences de rivalités économiques exacerbées). Mais la production fruitière rencontrera-t-elle pour les deux grands fruits, les agrumes surtout subtropicaux, et la banane tropicale et équatoriale, des conditions naturelles et économiques assez favorables, dans les territoires de la Fédération Française, pour lui permettre de se tailler une place sur le marché mondial ? Il semble bien qu'il en est ainsi.

III. — Esquisse d'un Plan agrumicole.

L'agrumiculture d'Afrique du Nord peut largement lutter, sur le marché mondial, avec celle des vieux producteurs méditerranéens, Espagne et Italie. Le coût de la production des petites entreprises paysannes, des huertas ibériques ou de Sicile, cultivant souvent manuellement des parcelles parfois irriguées en terrasses, avec des frais d'irrigation élevés (pompage jusqu'à 100 mètres de hauteur) peut être concurrencé.

A tout seigneur, tout honneur : le Maroc dispose de deux grands fleuves (le Sebou et l'Oum er R'bia), de vastes plaines, d'une main-d'œuvre de qualité de colons entreprenants, d'une administration dynamique. Ses exploitations sont de dimensions suffisantes pour amortir un équipement moderne. Il peut amener l'eau

à prix réduits, abaisser le prix de revient des travaux culturaux par un large emploi de la monoculture (tracteur coopératif dans le cas des petites entreprises).

D'ici 12 à 15 ans, ses grands barrages très avancés, il pourra planter 50.000 hectares d'agrumes.

En 1938, l'Algérie réclamait les 2/3 du contingent nord-africain des agrumes, et 92 % des mandarines et clémentines. Après avoir fait avorter les potentialités viticoles du Maroc, l'Algérie voulait profiter de son statut politique pour étouffer le développement agrumicole de son voisin naturellement mieux placé. Ses prétentions excessives ont fait échouer l'accord de contingentement.

L'Algérie dispose de plaines étroites, de moindres ressources en eau, d'une main-d'œuvre inférieure. Elle a construit à coût élevé de grands barrages parfois mal placés, en l'absence d'études agronomiques préalables ; en 1941, on a encore refusé à M. REBOUR, une station arboricole dans la vallée du Chéouli. Ce pays doit d'abord se préoccuper de mieux alimenter sa population, d'accroître ses cultures vivrières. Y dépasser 40.000 ha. d'agrumes avant que le Maroc n'en ait 50.000 aboutirait peut-être à se placer dans des conditions plus défavorables, avec des coûts moyens de production plus élevés. Les possibilités de plantation économique de la Tunisie, ne paraissent guère dépasser 5.000 ha. ; tandis que l'Afrique Occidentale, Guinée et Côte d'Ivoire, pourrait faire 10.000 ha. citrons, grapefruits, oranges d'été. Un programme de plantations d'environ 100.000 ha, d'agrumes, réalisé au plus tard vers 1960, me paraît constituer un objectif minimum. Bien cultivé, il donnerait 1 million et demi à 2 millions de tonnes dans 20 ans ; on peut esquisser ce schéma de répartition :

850.000 tonnes pour la France (20 kg. par tête an) ;

250.000 tonnes en Afrique du Nord (10 kg. tête/an) pour une population qui se situera autour de 25.000.000 d'habitants ; n'oublions pas la rapidité de son accroissement, et le goût prononcé des indigènes pour les agrumes ;

100 à 150.000 tonnes en Afrique Tropicale (5 à 7 kg. 5 par tête/an).

Il resterait disponible pour l'exportation une quantité oscillant largement autour du demi-million de tonnes. De pareils chiffres eussent terrifié les organisateurs du contingentement de 1938 ; je les ai établis à dessein assez modestes, pour laisser la place indispensable à l'écoulement d'une production fruitière métropolitaine largement accrue. L'étude préalable de la qualité des terres, des eaux, des variétés ; l'application aux conditions locales des techniques californiennes, notamment en matière d'irrigation et de cueillette ; la surveillance de la répartition de l'eau en profondeur, par l'usage constant de la sonde ; la destruction de la « semelle de labour », imperméable

à l'eau et aux racines ; l'association à l'arboriculture des productions fourragères et de l'élevage, qui fourniront le fumier, l'humus indispensable, à côté des engrais minéraux, au maintien de la fertilité d'un sol lessivé (sans excès) par l'irrigation ; un bon drainage, facilité par un nivellement très poussé, préalable à la plantation ; l'utilisation par des groupes de planteurs, d'ingénieurs conseils, techniciens de haute valeur, ayant séjourné en Californie ou à défaut en Palestine ; le développement de packing coopératifs, pour réaliser un conditionnement parfait et réduire les frais d'emballages ; la mise sur pied de coopératives ou d'entreprises réalisant à forfait les traitements parasitocides, par une main-d'œuvre spécialisée dans les travaux délicats ; enfin la création de stations expérimentales, dirigées par un corps d'agronomes, sachant éviter toute erreur grave à notre colon, « l'encadrant » techniquement aussi bien que son collègue californien ; voilà quelques-unes des mesures indispensables à l'abaissement du coût de production des fruits de grande qualité. Chacun de ces points mériterait une étude approfondie, et je n'ai cité que ceux qui me sont venus de suite à l'esprit.

IV. — Nos potentialités bananières

Quelle est notre situation bananière ? Des Antilles à la Guyane et à la côte occidentale de l'Afrique, nous disposons de suffisamment d'espace pour créer en quelques années, plus rapidement qu'avec les agrumes, 40.000 hectares de plantations. Ne connaissant que la bananeraie indigène d'Indochine, je n'oserais proposer un schéma de répartition entre les différentes colonies. Il me paraît essentiel de grouper les plantations sur les terres fertiles, dans un rayon assez restreint, pour diminuer les frais d'équipement en voies de communication, le coût des transports, qui est ici capital. Une étude de tous les problèmes techniques et économiques de la production, analogues à ceux que j'esquissai pour les agrumes, s'impose de toute urgence. Il semble qu'à la « cueillette » du paillage, destiné à fournir l'humus, il faut substituer la culture de l'engrais vert, forme beaucoup plus économique de production. La légumineuse-engrais vert, riche en azote, employée en culture intercalaire (espèces non grimpantes et pas trop lignifiées) ou en rotation sur le même sol, dans tous les cas cultivée à proximité immédiate de la bananeraie, pour réduire les frais de transport, me paraît devoir se substituer au paillage. Une étude sérieuse faite par des agronomes aux Canaries, aux Antilles et en Amérique Centrale amènerait certainement d'heureuses modifications dans les techniques de production. Le problème « variétés » n'est pas épuisé par les deux types actuellement répandus. Il faut rassembler tous les types indigènes, d'Asie et d'Afrique ; j'ai consommé en Indochine des variétés plus sucrées et parfumées

paraissant susceptibles de provoquer une extension de la consommation ; mais il faut étudier leur productivité, faculté de transport....

40.000 ha. de bananeraies à 20 tonnes, ou 53.000 à 15 tonnes, cela peut faire 800.000 tonnes de fruits ; comptons 150.000 tonnes de petits régimes, ou trop mûrs, qui, industrialisés sur place, pourront s'écouler en partie dans le bloc oriental, inaccessible aux bananes l'hiver.

Le « plafond » français se situera peut-être autour de 300.000 tonnes ; celui de l'Afrique du Nord pourrait atteindre 80.000 ; resteraient 500.000 tonnes rapidement disponibles pour l'exportation. Avec nos raisins de table, nos jus de raisins et de pommes, nos vins de cru, nos alcools ; les fruits coloniaux ou métropolitains (pommes et poires, prunes, fruits rouges, pêches du midi, abricots et amandes, figues et dattes d'Afrique du Nord, à l'état frais, en jus ou industrialisés), et surtout agrumes et bananes constituent un élément essentiel du relèvement du pays, tant par l'accroissement de la consommation intérieure (facteur de santé, procédé efficace de la lutte contre l'alcoolisme) que par l'exportation, indispensable pour réduire le déficit de la balance des comptes, et contribuer à notre rapide reconstruction.

V. — Le développement de la consommation et l'économie de Plan.

Mais encore faut-il écouler cette production accrue. Que pensent de cette difficulté d'écoulement les économistes classiques (Courtin, Fromont, Sirol) ? Ils sont bien pessimistes : ils enseignent un peu légèrement que la demande de produits agricoles est inextensible, inélastique, dès que l'ensemble de la population mange à sa faim. La Tour du Pin voyait plus juste : « la puissance de consommation chez les populations dépend de deux facteurs, leur densité et leur bien-être ». Il est capital pour le revenu de l'agriculture qu'à défaut de la quantité, peu extensible, la qualité de l'alimentation puisse s'améliorer. Qui se nourrit pauvrement, donc surtout de céréales et de tubercules (ici pain et pommes de terre, là-bas, mil ou maïs, avec manioc, igname, patate et taro), procure une faible recette au monde rural. Notre client devient plus intéressant s'il fait une large place aux aliments de qualité, rapportant beaucoup plus au producteur par calorie ingérée : graisse, lait, viande et dérivés, enfin fruits ; or, l'accroissement de consommation de ces denrées est étroitement liée à l'élévation du niveau de vie de l'ensemble de la population. Si le revenu national est supposé donné, l'agriculture, industrie essentiellement démocratique, a le plus grand intérêt à sa répartition la moins différentielle, la plus égalitaire possible entre les habitants,

Car les revenus élevés vont en proportion moins forte aux achats agricoles, particulièrement à la nourriture, que les revenus modestes. Le coolie tonkinois consacre aux aliments les 4/5 de son revenu, l'ouvrier français de 1939 une bonne moitié ; et cette proportion diminue très vite quand on s'élève dans l'échelle des revenus : 1/10 dans la bourgeoisie aisée, bien moins chez le milliardaire.

Faisons l'hypothèse d'un accroissement de revenu national de 50 milliards de francs 1939, qui eût été facile à obtenir en faisant marcher à plein notre production : supposons-le réparti entre nos 10 millions de familles, à raison de 5.000 francs chaque ; dans la majorité des cas, la moitié de ce supplément eût été à l'agriculture, une proportion importante aux producteurs de fruits. Dans une deuxième hypothèse, répartissons-le entre 10.000 familles, à raison de 5.000.000 chaque : vous sentez de suite que l'accroissement d'achat agricole serait bien moindre, à peine sensible : cette catégorie de clients est déjà saturée en matière de fruits. Mais les industries de luxe deviennent les principales bénéficiaires de cette seconde répartition.

Pour améliorer la santé du pays, la qualité de notre race, il est indispensable d'augmenter sa consommation, non seulement de protides animaux (lait et viande), mais aussi de sels minéraux et de vitamines : les fruits sont un facteur essentiel de santé, après le lait et avec les légumes verts. Les problèmes techniques, s'ils nécessitent un sérieux effort, amèneront sûrement un gros progrès : production de qualité, d'un volume accru. Mais son écoulement reste lié étroitement à la prospérité générale. Il nous faut construire une économie rationnelle, adaptée aux nouvelles conditions techniques de la production, sachant répartir entre tous le travail encore nécessaire (au lieu de condamner au chômage une partie de la population, ce qui enlève autant de clients aux producteurs de fruits).

Les crises touchent d'abord les chômeurs, puis les ouvriers à bas salaires, dont le pouvoir d'achat se trouve amenuisé, et les agriculteurs : les cours des produits agricoles s'effondrent en général relativement plus. Ces classes sociales doivent cesser toute dépense de produits de qualité : donc de fruits. Si l'on portait la consommation de fruits des campagnes (1) et des classes pauvres au niveau de celle de la bourgeoisie urbaine aisée d'avant-guerre, l'objectif que j'ai esquissé : triplement de la consommation d'agrumes (particulièrement extensible sous forme de jus) et doublement de celle des bananes, serait largement

(1) Je note avant-guerre 1.200 grammes d'agrumes, et autant de bananes, en moyenne, dans le département de l'Orne. En poussant plus loin l'enquête, on verrait que le chef-lieu Alençon en consomme relativement plus ; puis viennent les bourgs et gros villages ; ces fruits restaient ignorés dans beaucoup de fermes écartées. L'agriculture, consommatrice insuffisante de produits alimentaires : voilà une idée que tous nos malthusiens agricoles feraient bien de méditer.

dépassé. En somme la demande virtuelle de fruits existe ; le désir, le besoin physiologique est là. Contrairement à la demande d'alcool et de tabac, il est éminemment utile à la santé générale, à la réduction si nécessaire de la mortalité infantile et juvénile ; il faut arriver à rendre cette demande exprimable, en la dotant d'un pouvoir d'achat suffisant, par le plein emploi de la main-d'œuvre, par la prospérité des campagnes françaises. Il nous faut réaliser une économie sans crise. Il est aisé de comprendre que nous ne pouvons sortir de notre misère que par un large accroissement de production. Mais je vous sens, producteurs agricoles, tous inquiets des conséquences de cet accroissement. C'est fort compréhensible. Avec la structure actuelle de l'économie, vous risquez la ruine en produisant beaucoup, et la fortune en produisant peu. Quelle absurdité. Le plus bel exemple fut en 1934, l'octroi de 20 milliards de prime, aux États-Unis, pour stériliser 18.000.000 hectares. De sorte que le non producteur était sûrement rémunéré ; tandis que celui qui continuait à travailler risquait de voir ses frais de production dépasser son prix de vente.

Il faut sortir de cette impasse, chacun le reconnaît ; mais le désaccord commence sur les moyens d'en sortir. Pour ma part, j'estime que nous devons profiter des quelques années précédant la crise de surproduction, qui fera sans doute pâlir celle de 1929-35, pour préparer une nouvelle organisation de l'économie, réglant la valeur des produits, non plus sur leur degré de rareté, mais sur leur coût réel de production. Dans ce cadre, s'impose un nouvel organisme, répartissant,

suivant l'ordre d'urgence des besoins, les facteurs de production entre les différentes branches d'activité. Il nous faut réaliser une économie de Plan, déterminant et révisant périodiquement les programmes de production, fixant les cours des produits en tenant compte des frais et de l'utilité, et non plus de la rareté : l'offre étant réglée, plus ou moins précisément, par le Plan. Seule, une économie planifiée en vue de la production et de la distribution des richesses, tant à l'échelle nationale, qu'internationale, peut nous éviter la concurrence désordonnée qui nous mènerait à la guerre.

Il ne faut pas se dissimuler que c'est une entreprise difficile, supposant un changement complet de nos concepts, un tournant de la civilisation. Je n'ai pu qu'esquisser devant vous un problème que je commence seulement à étudier. Pour terminer, un conseil : vous ne défendrez efficacement la rémunération de votre rôle social, de votre travail d'organismes de la production, que si vous liez étroitement votre intérêt à l'intérêt général, en nous préparant à la production abondante, qui vous donnera des droits réels sur la collectivité ; mais vous allez plus ou moins tard à la catastrophe si vous voulez défendre votre intérêt particulier contre l'intérêt général, en organisant la raréfaction systématique de votre production en vue de sa valorisation artificielle.

René DUMONT.

(Institut Agronomique).



La Rédaction serait heureuse de recevoir de ses lecteurs les commentaires que leur suggèrent les articles de la Revue. D'autre part, elle aimerait pouvoir éclairer les lecteurs sur les questions que ceux-ci ont bien voulu lui signaler. Cet échange de vues donnerait lieu à une rubrique spéciale : **Lettre à l'Editeur** qui nous maintiendrait en relation directe avec nos correspondants même les plus lointains.